

Discours



Contact presse

Département de
l'information et de
la communication

01 40 15 80 20

[service-
presse@culture.gouv.fr](mailto:service-presse@culture.gouv.fr)

SEUL LE PRONONCE FAIT
FOI

www.culture.gouv.fr

Discours prononcé au nom de Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication, à l'occasion des entretiens du patrimoine et de l'architecture : « patrimoines et architectures des métropoles durables »

Paris, le 10 novembre 2011

Monsieur le sénateur, cher Claude Dilain,
Monsieur le maire, cher Xavier Lemoine,
Monsieur le Directeur général des Patrimoines, cher Philippe Bélaval,
Mesdames et Messieurs les directeurs,
Monsieur le Président des Entretiens, cher Nicolas Michelin,
Mesdames et Messieurs, chers amis,

Permettez-moi, tout d'abord, de me réjouir de la reprise des « Entretiens » dont la dernière édition, « Patrimoines de l'Europe, patrimoine européen ? » remonte à 2007. Je veux en cette occasion remercier Philippe Bélaval, Directeur général des Patrimoines, dont chacun s'accorde à reconnaître la grande expérience, le sens de l'Etat, le sens de la diplomatie, son adjoint en charge de l'architecture, Bertrand-Pierre Galey, mais aussi l'ensemble des équipes de la Direction générale qui ont contribué à l'organisation de ces journées, notamment Pascal Liévaux, François Muller et tant d'autres. Pour garder le cap de l'action, la réflexion et la mise en perspective s'avèrent indispensable : tel est le sens des Entretiens.

J'ai souhaité qu'à cette occasion cette manifestation soit renouvelée et associée, à l'image de la direction générale des patrimoines créée au début de l'année 2010, les patrimoines et l'architecture - car c'est un rapprochement qui fait particulièrement sens aujourd'hui. Le patrimoine n'est pas figé, fixé de toute éternité : il est en mouvement, il est ce que l'on transmet aux générations futures et ce que nous léguent les créateurs, architectes et urbanistes d'aujourd'hui. De ce point de vue, le thème retenu cette année « Patrimoines et architectures des métropoles durables » se prête particulièrement à une réflexion portant parallèlement sur le patrimoine pris dans toutes ses composantes et sur l'architecture dans des territoires qui se caractérisent par leur étendue et par leur hétérogénéité - des territoires qui sont le présent et l'avenir du monde.

Dans Métropolis de Fritz Lang, dans Alice dans les Villes de Wenders, dans Paris, je t'aime d'Olivier Assayas, pour comprendre le monde, le héros - l'œil de la caméra - observe d'abord la ville et les signaux qu'elle renvoie. Vous l'avez dit dans vos travaux : la métropole contemporaine se dessine, se raconte, se cartographie, se lit, se photographie, s'écrit, se filme aussi : cadre de vie pour plus de 80% de nos concitoyens, elle est l'horizon de notre quotidien, le cadre d'expression de nos pratiques, de nos cultures - urbaines ou non -, de nos sensibilités.

La ville est en effet le territoire par excellence du lien social, le lieu où s'exprime les tensions, les ruptures, les fragmentations. Il revient aux architectes, aux urbanistes, aux acteurs du patrimoine de les penser. Il revient aux acteurs publics de les organiser, de les transformer et de promouvoir les nouvelles formes de ce qu'on appelle par commodité le "vivre ensemble".

Ce projet ambitieux, c'est celui de la consultation internationale sur le Grand Paris, conduite par le ministère de la Culture et de la Communication à la demande du Président de la République. Vous le savez, cette dernière a connu un succès médiatique et un intérêt sans précédent en France mais aussi à l'étranger.

Pendant 9 mois, 10 équipes internationales pluridisciplinaires – architectes, urbanistes, économistes - soit 500 personnes ont travaillé pour produire une somme de propositions et de projets sur le Grand Paris. Ces résultats ont été présentés au public au printemps 2009 à la Cité de l'architecture et du patrimoine, mais aussi dans de très nombreuses villes dans le monde, notamment aux biennales d'architecture de Venise et, en ce moment même, de Sao Paulo. Ce projet ambitieux a permis de renouveler notre regard sur les grandes métropoles et sur les enjeux de la ville du XXI^e siècle : la mobilité, l'attractivité internationale, la gouvernance, le développement durable, la promotion de la créativité, aucun sujet n'aura été esquivé.

Car la question métropolitaine est devenue une des questions centrales du XXI^e siècle. Imaginons par exemple - ce fut le sens des réflexions des dix équipes pluridisciplinaires qui ont travaillé sur l'avenir de la métropole - que l'espace habité ne se pense plus selon les oppositions traditionnelles entre rural et urbain, entre centre et périphérie. C'est tout le sens du projet de Tour Médicis, entre Clichy et Montfermeil – Claude Dilain et Xavier Lemoine, maires des deux communes vous en ont parlé : montrer qu'un équipement culturel rassemble les populations et crée en lui-même de nouveaux désirs, de nouvelles pratiques et de nouvelles frontières artistiques, en écho avec l'idée d'un creuset culturel au service du Grand Paris de la culture.

Imaginons, désormais que nous regardions désormais cet espace comme un espace humanisé, un territoire qui agglomère les désirs et les solidarités, les ressources industrielles, tertiaires, agricoles au plus près de l'usager, un territoire qui intègre le paysage comme une donnée urbaine. C'est ainsi que je vois et que je me représente la métropole de demain.

Penser et gouverner la cité, c'est aussi, aujourd'hui, se donner les moyens d'une nouvelle lecture des changements sociaux et d'un nouveau rapport au territoire, à la culture de la mobilité, des vies en trajets et en étapes, de l'importance nouvelle du temps libre. Dans ces conditions, la question qui se pose aux urbanistes, aux architectes, aux élus est bien celle du « faire société ensemble » alors que nous sommes dans une société de privatisation du lien social et d'individualisation des trajets. Si nous n'y prenons garde, nous allons vers une société de la fragmentation politique et du communautaire pur. Tout l'enjeu consiste à transformer chaque ville dans le respect des individus et dans la juste interprétation des nouvelles solidarités qui se tissent à l'âge numérique. En d'autres termes, penser et administrer la ville du XXI^e siècle, c'est plus que jamais connaître son passé, son présent, mais aussi porter une vision et imaginer son futur. Les expériences conduites par les grandes métropoles régionales (Lille, Bordeaux, Lyon-Saint-Etienne, Le Havre) mais aussi en Europe et dans le monde - de nombreuses illustrations vous ont été données entre hier et aujourd'hui - la maturité dont elles ont fait preuve dans la conduite de projet, la qualité des réalisations et les nouvelles approches

qu'elles ont fait émerger, confirment la mutation de la pensée politique et de l'expertise technique dans la « fabrique » de la ville.

L'identification, l'étude, la préservation et la valorisation du patrimoine, l'élaboration et la mise en œuvre du projet urbain, le rôle dévolu aux experts, aux professionnels mais aussi aux habitants à chaque étape du « processus de patrimonialisation », de l'identification à l'appropriation, sont riches d'enseignements spécifiques. À cet égard je veux mentionner la réalisation de l'Atlas du Patrimoine, formidable outil de diffusion vers le plus grand nombre et, en premier lieu les collectivités territoriales grâce à des informations patrimoniales géo-référencées.

Instrument de compréhension, creuset de références et source de création, le patrimoine concrétise, chacun le mesure, la valeur symbolique d'un territoire, la représentation par elle-même d'une communauté. Il est constitué de repères matériels ou immatériels reconnus pour leur représentativité. Inscrits dans un environnement auquel il sont liés, ces repères sont autant de châteaux, d'églises, de fermes, d'usines, de statues, témoins de savoir-faire, de pratiques, d'élans spirituels, de projets économiques, d'ambitions esthétiques. Au delà de son pouvoir d'identification personnelle et de reconnaissance universelle, le patrimoine tisse un maillage mémoriel. Héritage pluriel et vivant, le patrimoine, ancré dans le passé et projeté dans l'avenir, habite le présent et lui donne un sens. C'est pourquoi j'ai souhaité promouvoir une politique de protection large et diversifiée pour signifier combien le patrimoine est une matière vivante et fragile. Le patrimoine industriel, scientifique et technique, le patrimoine du XXe siècle, le patrimoine du logement social continuent d'être un sujet d'intérêt pour notre politique de protection. En témoigne la publication de l'ouvrage remarquable consacré aux grands ensembles. Les campagnes récemment conduites en Nord-Pas-de-Calais sur le patrimoine minier, ou au plan national sur les phares du littoral, illustrent cette préoccupation pour la conservation de la mémoire récente de notre pays. Je ne veux pas non plus oublier la question de la trace mémorielle, des patrimoines immatériels, ces « cultures sensibles » pour reprendre le mot d'Alain Corbin qui façonnent imaginaires et pratiques.

La protection, vous le savez, prend d'autres formes, plus larges, qui reconnaissent l'ensemble d'une politique urbaine ou de mise en valeur. Ainsi les secteurs sauvegardés ont pour objet de préserver le patrimoine conçu comme un ensemble urbain ou paysager, dont chaque élément contribue à la mise en valeur de l'ensemble, y compris les espaces communs non bâtis, les aménagements de voirie et de mobilier urbain. En d'autres termes, l'ambitieuse politique en matière de paysage que je conduis doit aujourd'hui considérer ces ensembles complexes formés de vides et de pleins, les gestes les plus élégants de l'architecture mais aussi les friches, ces « tiers paysages » trop souvent oubliés dont parle Gilles Clément.

Ces instruments de protection évoluent, vous le savez, dans leur élaboration et leur mise en œuvre pour intégrer de nouveaux paramètres tels que la prise en compte des objectifs du développement durable et les partenariats indispensables avec les collectivités territoriales. Les « Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine » (AVAP), qui doivent se substituer aux 450 ZPPAUP existantes dans un délai de 5 ans, devront tenir compte d'un bilan environnemental préalable et établir des axes

d'amélioration au même titre que de mise en valeur du patrimoine architectural. Ce dernier point est tout à fait essentiel. Il traduit bien le lien de complémentarité entre le patrimoine hérité et le patrimoine créé ici et maintenant.

Ces interrogations remettent en cause les usages actuels ainsi que les pratiques des professionnels de l'architecture et du patrimoine. L'organisation de ces Entretiens par mon ministère entend contribuer à la réflexion nécessaire sur la gouvernance et la conduite des projets urbains et paysagers dans un environnement social et mondial en pleine mutation. En d'autres termes, c'est faire le choix de la métropolisation choisie face à l'urbanisation subie. Nouvelles échelles territoriales, expertises croisées, nouveaux modèles économiques, intégration de l'économie-monde, nouvelles technologies et nouveaux réseaux : tels sont les enjeux qui se trouvent devant nous, telles sont les frontières et les champs d'action que mon ministère entend porter dès maintenant au service d'une politique du patrimoine et du paysage urbain qui sache réconcilier les héritages et la création, l'héritage culturel et historique et les dynamiques sociales de la ville contemporaine. C'est toute l'ambition d'un « humanisme à visage urbain » qui guide ma politique en matière d'architecture et de projets patrimoniaux.